

## Enseignement et développement économique

Hugon P.

Le développement

Paris : CIHEAM  
Options Méditerranéennes; n. 11

1972  
pages 31-35

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010717>

To cite this article / Pour citer cet article

Hugon P. **Enseignement et développement économique**. *Le développement*. Paris : CIHEAM, 1972. p. 31-35 (Options Méditerranéennes; n. 11)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

Philippe HUGON

Maître de Conférences Agrégé  
à la Faculté de Droit  
et des Sciences Économiques  
de Madagascar

# Enseignement et développement économique

La liaison entre l'enseignement et le développement économique et social n'a été envisagée que depuis peu ; très longtemps le problème de la formation et le problème du développement sont demeurés étrangers l'un à l'autre.

## L'ÉDUCATION INVESTISSEMENT ÉCONOMIQUE ?

Jadis, d'un côté les *économistes*, considérant que le capital et les ressources naturelles étaient les éléments premiers de la croissance, envisageaient principalement l'enseignement comme une consommation, c'est-à-dire une simple destruction d'utilité. De l'autre, les *éducateurs*, avant tout soucieux de culture et d'humanisme, considéraient l'enseignement comme un bien en soi et l'envisageaient sur un plan individuel ; le but de la formation consistait alors à porter à leur plus haut degré de perfection les attributs de l'espèce humaine en général. Individualisme et universalisme caractérisaient cette conception ; l'idéal était de former un homme universel.

Aujourd'hui, au contraire, l'enseignement et le développement apparaissent intimement liés. D'une part les *économistes* ont perçu que l'enseignement était un facteur premier de la croissance ; ils ont observé que les pays qui faisaient l'effort le plus important dans le domaine de l'enseignement avaient également le niveau de vie le plus élevé. Dès lors, l'enseignement n'est plus une simple consommation mais également un investissement et parmi les plus rentables ; les pays pauvres en capital physique pourraient pallier ce manque en valorisant leur capital humain (1). A la conception des ressources naturelles dont seraient dotés certains pays s'est substituée celle des ressources humaines et du progrès culturel dont serait responsable chaque société : la théorie du capital humain a trouvé place à côté de celle du capital financier. D'autre part, les *éducateurs* ont pris conscience que la formation était un processus de socialisation ; l'enseignement n'a pas seulement

pour but le développement intellectuel de l'enfant mais également son adaptation à la Société ; il vise à intégrer l'individu à son groupe en lui transmettant le système des valeurs de celui-ci : ainsi est-il nécessaire de prendre en considération le milieu familial et social d'où est issu l'élève ainsi que son intégration future dans la société à la sortie de l'école : l'enseignement ne peut être isolé de son environnement culturel et social.

L'éducation serait ainsi au monde actuel ce que fut jadis la terre et, jusqu'à une période récente, le capital financier : un facteur rare dont la possession assure le pouvoir et dont l'exploitation détermine la croissance. A la phase de l'exploitation des ressources naturelles correspondant au pouvoir de l'aristocratie foncière puis à celle de l'exploitation des ressources financières conduisant à la domination de la bourgeoisie se substituerait une nouvelle phase d'exploitation des ressources humaines conduisant à l'avènement d'une *méritocratie*. Depuis les recommandations des organisations internationales jusqu'aux déclarations des dirigeants du Tiers-Monde ou aux analyses des économistes des pays industrialisés, il y a convergence pour admettre que l'éducation est l'un des investissements les plus rentables ; la formation des hommes constitue le grand espoir du second XX<sup>e</sup> siècle, permettant de lutter contre la pauvreté, l'ignorance et l'asservissement. « Ce nouveau mythe tire sa force du fait qu'il concilie, pour la première fois dans l'histoire, la fin ultime de l'activité économique et son moyen le plus puissant, le progrès social et le progrès économique ». (2).

En réalité, d'après le bilan de la dernière « décennie de l'éducation » certains économistes remettent en question cette conception. Une telle convergence parmi des opinions suscitées par des intérêts si divergents peut prêter, en effet, à réflexion. Les thèses défendues par l'école de Chicago ou les analystes du résidu dans la fonction Cobb Douglas coïncideraient-elles réellement avec les déclarations des dirigeants révolutionnaires du Tiers-Monde ?

Sous le prétexte d'élargir la science économique en y intégrant les facteurs humains, de nombreux auteurs ont en fait appliqué à l'homme des analyses ré-

(1) VAIZEY : « L'enseignement est probablement une des formes les plus accessibles de progrès auxquelles un pays pauvre puisse avoir recours ». *Stratégie de l'expansion de l'enseignement* ; OCDE, Paris, 1961.

(2) A. VINOKUR : *L'économie de l'éducation*, Thèse Nancy, p. 2, 1967 à paraître.



Bolivie : Cours de « leaders campesinos », c'est-à-dire formation de chefs d'exploitations rurales.

Photo UNESCO, C. Baughey.

servées jusqu'alors aux processus et utilisé une analyse réificatrice de l'homme qui confond conditions permissives et conditions suffisantes. Assimilant l'investissement intellectuel à un investissement financier, de nombreux économistes ont négligé que son efficacité dépendait, en fait, de trois conditions essentielles : l'existence d'un milieu éducatif, qui conditionne l'éducabilité des enfants ; le contenu et la qualité des connaissances véhiculées par le système d'enseignement qui déterminent l'intégration de celles-ci par l'élève ; enfin la présence d'un milieu professionnel et social qui permet la rétention et la valorisation des connaissances. Faute de réalisation de ces trois conditions, l'on voit se généraliser dans les pays du Tiers-Monde tout à la fois une explosion scolaire, un analphabétisme de retour et un chômage intellectuel sans que soit assuré le démarrage économique.

Les pays du Tiers-Monde ont consacré depuis dix ans une part considérable de leurs énergies financières et humaines à développer la scolarisation sans qu'il en résulte apparemment un processus parallèle de croissance ni que soient créés

les emplois correspondant aux types de formation dispensés. Aussi, certains s'interrogent sur la rentabilité réelle de l'enseignement et son efficacité quant au développement. Après avoir assisté au mythe du développement par l'éducation, l'on risque de voir se généraliser un malthusianisme éducatif entravant le développement.

Considérant la naissance de l'économie de l'éducation, il y a une dizaine d'années, puis la critique qui commence à se faire jour, il paraît intéressant de relativiser les analyses en essayant de percevoir sous quelles conditions le progrès humain — finalité et antithèse du progrès économique — peut également en être le facteur.

### L'ÉDUCATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La mesure de la contribution de l'éducation au développement économique se heurte à deux principales difficultés :

— la première difficulté tient à ce que l'éducation est à la fois enculturante et acculturante : elle est d'abord facteur d'unité nationale, d'intégration de la société : en ce sens tout système d'enseignement est spécifique. Mais l'éducation est ensuite facteur de transformation des mentalités, de conversion à l'idée de progrès, d'initiation à la pensée scientifique, à la maîtrise du raisonnement mathématique et de l'esprit expérimental. Considérer comme les structuralistes que l'éducation ne fait que reproduire les structures sociales en transmettant le système de valeurs de la classe ou de la nation dominante permet certes de comprendre le fonctionnement d'une société mais non son évolution et ses mutations. Par exemple, le phénomène de domination culturelle dans les anciennes colonies

commence à la limite lorsqu'on enseigne le système décimal en brousse ; mais, comme se le demandait Dömenach, comment résister efficacement à l'impérialisme économique sans savoir lire, écrire et compter ? La liaison entre éducation et développement doit être analysée en termes de dialectique : comment l'éducation peut transmettre à partir du patrimoine culturel les valeurs motrices du progrès et comment à partir du progrès scientifique et technique universel l'éducation peut donner une forme culturelle originale à ce progrès ?

— la seconde difficulté tient à ce que l'éducation se situe à la fois en deça et au-delà du processus économique, qu'elle est pérennisation de l'identique et porteuse de l'évolution, qu'elle est reproduction et transformation des structures. Ce n'est qu'en envisageant de manière dialectique ces différents aspects que l'économiste peut étudier sa contribution réelle au développement.

● D'une part, l'éducation se situe au-delà du processus économique : elle doit être envisagée non pas comme un facteur de richesses, mais comme un « créateur de la capacité à créer la richesse », non pas comme une consommation, mais

comme un moyen de jouir de la consommation et de lui donner un sens.

Elle a pour finalité de transmettre de génération en génération le patrimoine culturel, de reproduire les rapports sociaux et d'intégrer les jeunes dans les structures sociales. Ce rôle de socialisation peut être statique ou dynamique : l'éducation à ce niveau doit apparaître comme un support et non comme un contenu ; son efficacité quant au développement dépend des modèles qu'elle transmet et des motivations qu'elle suscite. Dans la mesure où le système de valeurs véhiculé est favorable au changement et porte en lui une nouvelle vision du monde, l'éducation doit apparaître comme un facteur essentiel du développement et c'est alors un facteur de changement des mentalités ; la conception du temps linéaire, la mise en contact avec des jeux et des formes, la découverte de la notion de causalité, l'apprentissage des mécanismes fondamentaux, lire, écrire, compter, constituent des mutations essentielles. En ce sens, la généralisation de l'alphabétisation grâce à l'école peut apparaître comme un objectif premier d'un pays du Tiers-Monde.

Il importe toutefois de rappeler que

Photo UNESCO, E. Schwab.



Somaline : Alphabétisation d'anciens nomades nouvellement installés dans un village au bord de la rivière Juba.

cette mutation de mentalité doit se réaliser en relation avec le milieu social et économique ; sinon l'élève risque d'acquiescer des connaissances livresques sans lien avec le réel, et l'absence d'un milieu professionnel et social permettant la rétention et la valorisation des connaissances risque d'aboutir à une analphabétisation de retour. L'éducation de manière universelle élève le niveau d'aspiration et de rationalité de l'enfant, mais dans la mesure où elle détermine les échelles de préférence et les motivations des agents elle transmet un système de valeurs spécifiques selon les cultures. Le problème est alors de savoir quelles sont ces valeurs qui sont porteuses de l'évolution et quelles sont ces valeurs qui sont freins.

● D'autre part, l'éducation se situe en-deçà du processus économique ; elle accroît les aptitudes des individus à émettre, recevoir, déchiffrer et comprendre des informations nécessaires à la production. Sa contribution à la croissance économique passe par l'intermédiaire des trois phases du processus d'information :

- création d'informations nouvelles,
- propagation (l'innovation),
- application par formation des travailleurs (3).

(3) Cf. A. VINOKUR, *op. cit.*

A ce niveau, l'éducation est tout à la fois un facteur d'évolution et une demande dérivée de la production. L'enseignement doit tout à la fois dispenser les formations techniques et professionnelles permettant l'insertion dans les structures productives et dispenser une formation permettant la remise en question des structures productives ; en ce sens adopter l'enseignement à l'emploi de manière rigoureuse ne permet d'appréhender ni la dynamique de l'éducation, ni celle de l'emploi, mais dispenser une formation indépendamment des besoins du système productif ne permet pas d'assurer le bon fonctionnement et la remise en cause de ces structures (4). L'enseignement peut ainsi constituer un déséquilibre régressif ou progressif. Si, par exemple, un élève isolé, après des études primaires, refuse de réintégrer son milieu rural d'origine et ne peut trouver un emploi urbain, son cas représente un coût pour la société. Mais il s'agit d'un groupe d'élèves qui ne trouvent pas d'emplois, leur situation peut obliger une réadaptation de la société à un niveau supérieur et constituer un déséquilibre progressif.

L'enseignement doit être ainsi envi-

(4) Cf. notre article *Enseignement et emploi à Madagascar* in *Revue économique de Madagascar*, 1972.

sagé à un double niveau : moyen de reproduction ou de transformation des structures sociales ; moyen de reproduction ou de transformation des forces productives. L'enseignement est fondamentalement un facteur de stratification sociale ; les unités familiales appartenant à des classes sociales vont chercher à perpétuer leurs rôles en réalisant en chaque enfant un amortissement de l'actif intellectuel familial (connaissances transmises et acquises). L'enseignement va chercher à intégrer les élèves dans la hiérarchie des rôles par transmission de valeurs conformes à la hiérarchie sociale. En réalité, cette fonction conservatrice de l'enseignement se heurte au dynamisme du système productif à une pression de démocratisation, ou à la logique du pouvoir.

Le système productif évoluant très rapidement réclame des niveaux de formation de plus en plus poussés et une transformation des connaissances transmises. L'actif intellectuel familial subit ainsi une double dévalorisation ; le nombre de diplômés va augmenter rapidement, les connaissances assurant la pérennité des classes vont devenir obsolètes. Dans la mesure où la hiérarchie sociale est conservée par un différentiel entre actifs intellectuels, les familles vont réaliser des investissements *défensifs* (au

Photo UNESCO, B. Herzog.

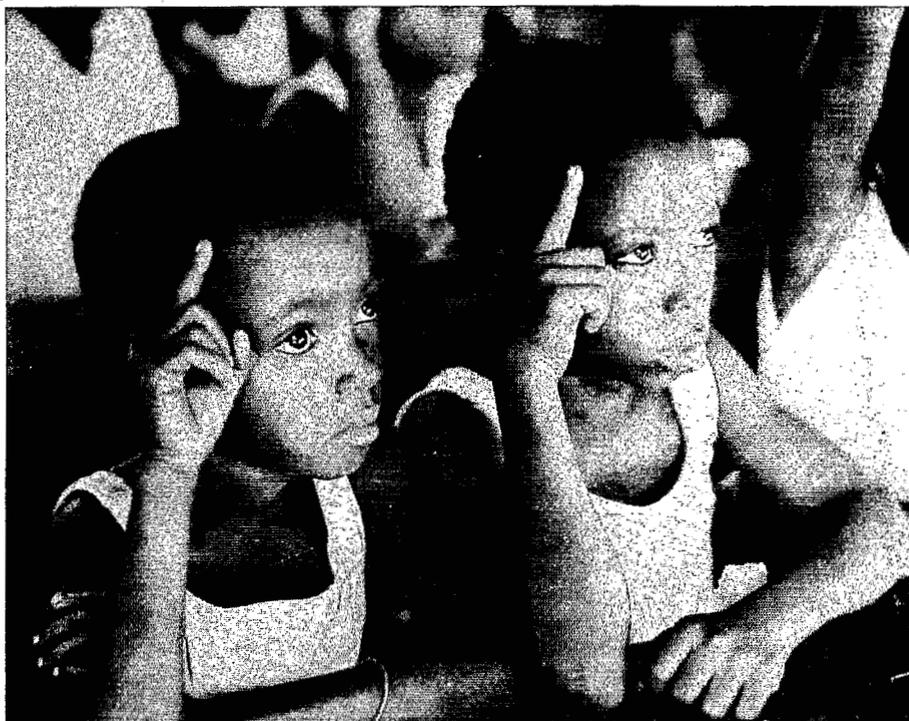


Pérou : Alphabétisation des Indiens Urus sur les îles flottantes du Lac Titicaca.

sens de Lamfalussy) qui vont entraîner un développement de l'enseignement au delà même des besoins du système productif.

L'évolution des idées ou la pression politique des milieux défavorables vont conduire également à un développement de l'enseignement qui dépasse les besoins du système productif : ainsi s'explique l'explosion scolaire depuis la seconde guerre mondiale. Le développement des potentialités des élèves au-delà des besoins de renouvellement de la hiérarchie des rôles et de la division des tâches a des effets dynamiques progressifs ou régressifs.

Enfin, le pouvoir peut transcender les rapports sociaux en suscitant « le dépassement des anciennes structures dans l'actualisation des nouvelles cohérences » (5). Il peut ainsi déterminer la mutation des paramètres notamment par une conversion à l'idée de progrès (cf. l'idéologie éducative en France sous la III<sup>e</sup> République, au Japon sous l'ère des méiji ou en Chine avec la révolution culturelle maoïste).



Togo : Une leçon à l'école rurale de Klouto.

## CONCLUSION

La plupart des pays du Tiers-Monde ont utilisé de simples relations économiques entre éducation et croissance économique pour justifier un effort d'éducation. La valorisation du capital humain permettrait de court-circuiter la phase d'accumulation du capital physique et de réaliser une croissance aux moindres coûts humains. En réalité, ces pays commencent à redécouvrir les principes de base formulés il y a plus d'un siècle par les économistes de l'éducation. Le développement des aptitudes ne trouve son sens que s'il s'accompagne d'une accumulation du capital physique permettant aux connaissances de se valoriser : à défaut de formation de capital parallèle et adéquat, la scolarité conduit à une érosion des connaissances et à un analphabétisme de retour ou à un exode des compétences.

La croissance suppose que la dynamique externe soit remplacée par une dynamique interne ; elle implique que l'enseignement joue un rôle créateur différent de celui qu'il joue à l'heure actuelle, c'est-à-dire qu'il soit créateur de nouvelles motivations, qu'il soit un appareil de formation des travailleurs en fonction des besoins du système productif, un diffuseur d'innovation. L'enseignement est un système qui contribue à créer de l'information et des connaissances, accroît l'aptitude des individus à recevoir et comprendre ces informations et connaissances et à faciliter leur application et leur propagation (innovation). Mais il est un support et non un contenu ; il ne véhicule que les connaissances et les informations qui lui ont été confiées ; l'efficacité socio-économique de cet enseignement dépendra fondamentalement du type des connaissances diffusées.

(5) Cf. AUSTRY : *Le scandale du développement*, op. cit., p. 162 et *Le prince et le patron* (à paraître).

La dynamique de la croissance consécutive à la scolarisation passe par des relations infiniment complexes qui ne peuvent être qu'arbitrairement schématisées par des relations directes entre le capital intellectuel et le PIB.

Le développement suppose qu'à la dynamique externe résultant des investissements étrangers (privés et publics) soit substituée une dynamique sociale, fruit d'un processus de maturité interne. Les deux sources principales permettant ce processus sont : la formation et l'affectation productive du surplus agricole d'une part, la formation et l'affectation productive des travailleurs d'autre part. Celles-ci constituent les deux conditions nécessaires au développement mais non suffisantes.

Dans les pays du Tiers-Monde, vu les structures de dépendance externes, l'essentiel du surplus est accaparé par les étrangers et réinvesti à l'extérieur ; vu les rapports de domination interne le surplus est affecté à des consommations de prestige ou à des secteurs spéculatifs. L'essentiel de l'effort de formation est canalisé dans des branches de type littéraire qui seules permettent d'accéder à un statut social ou donnent l'illusion de la promotion. Il y a affectation du surplus et orientation de la formation pour entretenir et reproduire une bourgeoisie nationale non productive, qui tire l'essentiel de son pouvoir de l'accès à la propriété des symboles qui caractérisent une consommation occidentalisée.

L'amélioration de la productivité agricole et de la formation des travailleurs aura un effet positif si la classe sociale au pouvoir a intérêt à l'affectation productive du produit net dégagé par l'agriculture ou la formation. L'enseignement ne peut être ainsi envisagé qu'en rela-

tion avec le système productif et social ; le système d'enseignement est à la fois reflet, moyen de reproduire et de modifier les structures productives et les rapports sociaux.

Comme l'analysaient les économistes classiques, les instruments de production (machines) et les moyens de travail (terre, bâtiments industriels, routes, infrastructures) qui constituent les moyens de production sont par eux-mêmes passifs tant qu'ils sont séparés des hommes travaillant avec lesquels ils constituent les forces productives. Ces forces productives sont elles-mêmes en interrelation avec les rapports sociaux.

Placée à ce niveau, l'économie de l'éducation ne reposerait plus sur le malentendu mais sur la réconciliation de l'accroissement de l'avoir et de l'amélioration de l'être.

